

E 2300 Rom/41

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz*

RP N° 41 Très confidentiel

Rome, 24 novembre 1941

D'une très haute source ecclésiastique et, pour être plus précis, d'une personnalité se trouvant à la tête d'une des organisations les mieux informées du



monde¹, j'ai eu ce matin un tableau aussi saisissant qu'inquiétant de la situation qui règne dans les pays de l'Est occupés par l'Allemagne.

J'ai essayé de résumer dans la notice ci-jointe² quelques-uns des points les plus saillants qui m'ont frappé au cours d'une conversation, à la Légation, ayant duré plus d'une heure.

Les tristes vérités qui en résultent sont soupçonnées par une partie du monde. En partie, cependant, on désire fermer les yeux sur la terreur qui s'en dégage. J'ajoute que, fort malheureusement, et sans que j'entre ici dans le détail, les nouvelles affreuses que je vous rapporte dans la pièce ci-jointe sont corroborées par le témoignage des derniers agents diplomatiques et consulaires italiens ayant pu exercer – pendant un temps fort limité d'ailleurs – leurs fonctions dans les pays aujourd'hui occupés. Plus d'un de ceux-ci a déclaré, en parlant au soussigné ou à ses collaborateurs, que ce qui se passait dans les pays de l'Est dépassait toute imagination et toute possibilité de solidarité; c'était la conscience d'une vieille civilisation en révolte contre des excès que l'histoire jugera. A l'honneur du Ministre des Affaires étrangères d'Italie³, je dois dire que, lui aussi, à plusieurs reprises, a stigmatisé en ma présence les excès commis durant l'occupation par les alliés de son pays.

ANNEXE

Notice du Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger⁴

Mon interlocuteur me confirme que les procédés actuellement appliqués par les Autorités d'occupation dans les pays de l'Est tendent, en partie sciemment, vers une extermination biologique d'une grande partie des populations des régions occupées.

Quant à la Pologne, tous les rapports avec l'étranger sont coupés. Aucun délégué du Saint-Siège, aucun prêtre venant du dehors ne peut s'y rendre. Un délégué officiel du Grand Maître de l'Ordre de Malte (délégué qui, soit dit en passant, avait aussi sollicité en son temps un visa de notre Légation et qui devait porter des médicaments en Pologne), muni des plus amples recommandations de l'Ambassadeur d'Allemagne à Rome, s'est vu finalement bloqué à Berlin. Même dans la capitale du Reich on avait annoncé à ce délégué, jusqu'alors partisan des pays de l'Axe, qu'il n'avait qu'à se munir d'un billet pour Varsovie, sur quoi on mettrait un compartiment à sa disposition. Peu de temps avant le voyage, on lui a notifié cependant que le Gouverneur général Frank n'avait pas réussi à vaincre les résistances à son déplacement; excuse futile de la Gestapo, M. Frank étant encore considéré comme un élément avec lequel il est possible de parler parfois raisonnablement.

D'autre part, les autorités d'occupation essaient, tout en empêchant à l'autorité ecclésiastique et aux prêtres de se rendre en pays occupé, de se servir de diacres non ordonnés et ayant une instruction très primitive, qu'elles veulent faire passer comme prêtres, après avoir agi sur eux par tous les moyens possibles.

1. *Il s'agit vraisemblablement de L. Maglione, Cardinal Secrétaire d'Etat du Saint-Siège.*

2. *Cf. annexe au présent document.*

3. *G. Ciano.*

4. *Non datée.*

Ce qui est pire, c'est la situation générale en Pologne occupée. A Varsovie et en d'autres villes, où le froid hivernal est notoire, les Autorités d'occupation viennent d'édicter une interdiction absolue de tout chauffage, ce qui condamne déjà à la mort un grand nombre surtout de vieillards, de femmes et d'enfants; il n'y a pas de véritable nécessité à cette mesure, vu la production de charbon en Pologne. L'instruction publique est délibérément tenue à une échelle coloniale. Seules les écoles primaires sont ouvertes, les écoles secondaires sont fermées (bien entendu on ne parle même pas des universités). Mais, de plus, l'instruction secondaire privée est interdite aux Polonais, qui ne peuvent avoir accès qu'à certaines écoles de métier utiles à l'exploitation par les occupants.

On continue à corrompre systématiquement les jeunes filles et la jeunesse en général. Presque les seuls livres nouveaux dont on autorise l'impression sont pornographiques. Les cinémas sont, à la même enseigne, d'une qualité infime. Et la seule marchandise dont, après l'occupation, le prix a été baissé est la «wodka», qui peut aider à miner la santé publique. La famine sévit, secondée par les exportations en masse de produits agricoles en Allemagne. Délibérément, une grande partie des populations des villes serait condamnée à mourir de faim, tandis que des restaurants qui portent l'inscription «Zutritt für Polen verboten», seraient amplement fournis de toutes les denrées imaginables pour les fonctionnaires et innombrables agents du pays occupant.

On admet froidement du côté des extrémistes du parti naziste au Gouvernement général que 17 millions des habitants actuels des pays occupés (Pologne, Ukraine, Russie blanche et Pays Baltes) doivent «disparaître» en faveur de l'«espace vital» allemand.

Ukraine. La situation en Ukraine est, à tout le moins, aussi tragique qu'en Pologne occupée, tant au point de vue de l'alimentation que de l'instruction et des persécutions et tracasseries de toutes sortes.

Mais, tandis que vis-à-vis de la Pologne les occupants pouvaient alléguer l'«excuse» d'avoir en face d'eux un pays ennemi, ce traitement des Ukrainiens est contraire à leurs promesses répétées. Au début de la campagne de l'Est et avant de pénétrer en Ukraine, les organisations allemandes avaient fait miroiter aux yeux des émigrés ukrainiens notamment la promesse de leur «libération», d'une «alliance» avec eux, etc. Ce n'est qu'après la prise de Charkov que le masque est entièrement tombé. Le traitement des Ukrainiens est absolument identique, selon les instructions des «Gauleiter» désignés à Berlin, à celui réservé aux Polonais; guère d'instruction publique, famine et persécutions.

Pays Baltes. La déception des régions ayant formé les anciennes Républiques baltes n'est, malgré quelques atténuations, guère moindre. La désignation de l'Estonien Rosenberg, doctrinaire du national-socialisme, comme Ministre des pays de l'Est occupés, représente un coup sérieux pour ceux qui croyaient à la possibilité d'une collaboration avec l'Allemagne. De plus, le matérialisme antichrétien notoire de Rosenberg ne fait que préparer le terrain, plus tard, au communisme. En effet, qu'il s'agisse de l'Ukraine, de la Russie blanche ou des Pays baltes, les habitants de ces pays doivent faire la constatation que leur traitement, même alimentaire, sous le régime de la Russie soviétique – et ceci avant l'influence anglo-saxonne agissant sur Moscou – était bien meilleur que celui qui ne leur est concédé aujourd'hui.

La Russie soviétique profite des méfaits de l'occupation allemande. Il ne faut évidemment pas se faire des illusions sur une prétendue évolution du chef du communisme. Staline est resté au fond ce qu'il a toujours été. Cependant, aujourd'hui – des exemples assez intéressants étaient cités – non seulement la situation alimentaire et les droits à l'instruction sont bien meilleurs en Russie soviétique que dans les pays occupés par l'Allemagne, mais il y aurait effectivement, sous l'influence – peut-être temporaire – de l'alliance anglo-saxonne, une tendance très nette vers la liberté religieuse, qui permet aux différentes congrégations de développer une activité spirituelle surprenante. Au surplus, les besoins de l'état spirituel du peuple russe, contenus pendant deux décades, forment un terrain exceptionnel pour le développement du christianisme.

Reste le problème angoissant de l'Allemagne. Certes, une proportion très forte de la population allemande est absolument contraire aux persécutions et à la politique païenne du nazisme. Des exemples de résistance, à l'instar de celle de la magnifique prise de position de l'Evêque de Munster, Comte Galen, se multiplient dans tous les groupes sociaux. Les religieux de différents ordres, qui avaient été mobilisés comme tout le monde, soit comme soldats, soit comme officiers, sont tou-

tefois maintenant renvoyés en masse dans leurs pays, bien qu'ils aient fait tous leur devoir et soient en grande partie titulaires de décorations à la valeur militaire. Une circulaire secrète motivant cette instruction aux armées dit que leur influence, en raison même de leur conduite vaillante devant l'ennemi, serait devenue «moralisch untragbar» en raison de la force qu'ils exercent sur leurs camarades.

Ce n'est qu'en passant que mon interlocuteur a mentionné les méfaits déjà connus d'organes du parti ayant saccagé et détruit, comme durant les pires révolutions, à Kremsmünster, des calices et objets d'art faisant partie, depuis des siècles, du «patrimoine artistique de l'Allemagne».

En présence d'une situation particulièrement angoissante, le Saint-Siège pourra être amené à prendre position encore plus clairement qu'il ne l'a fait depuis l'encyclique du Pape Pie XI «mit brennender Sorge».

Il devra peut-être agir, dans l'intérêt du peuple allemand même, pour que celui-ci ne porte pas plus tard, à la suite de l'évolution à prévoir, la responsabilité et les rigueurs – probablement aussi de terribles excès – résultant d'un revirement.

Le problème le plus urgent est cependant de se préoccuper du sort des populations de l'Est, de la Mer baltique jusqu'à la Mer noire, durant l'hiver qui vient et qui doit, selon certains doctrinaires sans conscience, aider à exterminer de vastes populations. Tandis que, dans les pays de l'Ouest, de la France aux Pays-Bas et même jusqu'à la Norvège, les occupants désirent – en vertu même d'un certain complexe d'infériorité – se montrer «civilisés», le parti dominant n'a aucune retenue de la sorte vis-à-vis des pays de l'Est, que l'on essaie de bloquer hermétiquement.

Mon interlocuteur aurait espéré que du Comité International de la Croix-Rouge de Genève une action pût partir en faveur de ces populations. Il en voit toutefois toutes les difficultés, de même qu'il prévoit que la mission médicale de la Croix-Rouge suisse envoyée au front de l'Est⁵ ne pourra guère avoir plus de contacts avec les populations des pays occupés que ne l'ont eu les touristes étrangers dans la Russie soviétique d'avant le 22 juin 1941.

Les milieux ecclésiastiques examinent toutefois avec une attention croissante l'angoissant problème qui concerne l'humanité toute entière.

5. Cf. *table méthodique*: 8. Missions médicales sur le front de l'Est.